

Démondialiser ou définancieriser ?

La financiarisation et le pourrissement qu'elle entraîne **produisent du chaos.**

Délitements d'Etats et des sociétés, blocage de l'émergence au Sud.

Crispation de tous les pouvoirs encore en place autour du bras armé des Etats, armée et police, c'est la seule chose, avec la communication qui leur restent, puisque tous ces pouvoirs savent qu'ils n'ont plus aucune prise sur la situation économique et sociale.

La réponse des pouvoirs en place est tout sauf adaptée. Leur collusion avec le monde de la finance est complète. Les Panama papers ne soulèvent qu'un coin du voile ! Leur politique se résume en peu de mots: souverainisme, crispation, faire peur à leur peuple, et éventuellement à d'autres en allant les bombarder comme le fait Hollande en Irak, Syrie, Mali... aucune proposition politique d'avenir.

Leurs opposants politiques et rivaux pour occuper le pouvoir d'Etat sont le plus souvent sur les mêmes thèmes et font de la surenchère. Du souverainisme et de la crispation au carré ! Mais souvent avec un argument supplémentaire : la dé-mondialisation.

Trump, le souverainiste !

C'est le thème de la campagne du candidat républicain Trump aux USA. Fini le libre-échange à tout va ; - il faut arrêter les délocalisations industrielles ou autres ; -il faut ré-industrialiser les USA, recréer de l'emploi ; - les pays du Sud, Chine en tête, ont plumé les USA ; -il faut que ça s'arrête ! Les sans papiers dehors ; - il faut stopper l'immigration ; - des frontières efficaces, des murs plus hauts !

Trump est milliardaire dans l'immobilier ! Un pur produit de la financiarisation ! Tout son programme consiste à dénoncer la mondialisation pour mieux épargner la financiarisation et l'oligarchie financière.

La mondialisation n'a jamais été neutre ou au dessus du système économique dominant, il s'agissait bien d'une mondialisation capitaliste.

C'est la circulation mondiale des capitaux, en premier lieu américains qui a ouvert la mondialisation contemporaine. En particulier en direction de la Chine. Le capitalisme s'est mondialisé. Or le développement capitaliste est inégal. C'est même un trait qui le caractérise depuis ses débuts.

Polarisation, centres, périphéries. Les délocalisations sont le produit de ces polarisations successives, englobant la planète entière. Certains ont cru que le secteur tertiaire viendrait combler le déficit d'emploi industriel dans les vieux pays développés du Nord, c'était sans compter sur le dynamisme des nouveaux entrants dans le système capitaliste mondial, qui ont eu tôt fait de les rattraper sur tous les secteurs.

La production capitaliste est devenue mondiale, les chaînes de fabrication devenant transnationales. Trump élude ce point quand il dénonce le libre-échange ! Contrairement à toutes les précédentes, cette mondialisation si elle a vu l'accroissement des échanges commerciaux entre pays, les a aussi rendu interdépendants sur le plan de la production.

La résultante, on l'a déjà souligné, c'est la mise à nu des limites du système en matière de valorisation du capital. D'où la nécessité de détourner de la production des capitaux pour les utiliser ailleurs, dans l'« industrie financière ».

La mondialisation capitaliste a permis aux capitalistes du Nord de rebondir un temps, car ils étaient en perte de vitesse et voulaient retrouver des marges sur leurs profits, après qu'ils furent contraint de mettre un terme à leur pillage néocolonial et impérialiste.

Ce qu'omet de dire Trump et tous ceux qui reprennent le thème de la dé-mondialisation, de Montebourg à Marine Le Pen, Orban ou Hofer, c'est qu'avec le stade de la financiarisation :

qu'on l'appelle comme on veut : développement économique, ou retour de la croissance ou ré-industrialisation sont impossible.

Ou bien ils croisent le fer avec la financiarisation et dans ce cas, il faut qu'ils nous disent comment leur souverainisme peut les aider contre une oligarchie financière mondialisée. Les printemps arabes, Maïdan en Ukraine, et tous les souverainistes au pouvoir dans les 192 États répertoriés par l'Onu s'y cassent les dents ! Ou bien leurs discours en direction de tous les laissés pour compte, chômeurs... des pays du Nord sur la ré-industrialisation et la dé-mondialisation sont de purs mensonges !

Le problème n'est pas de dé-mondialiser mais de s'attaquer à la financiarisation pur produit du capitalisme mondialisé pour permettre le redémarrage du développement. Et ce n'est pas en s'isolant du système, en sortant de l'euro et de l'Europe que l'on combat la financiarisation, comme le proposent les dirigeants du FN. Le CAC 40 fait partie intégrante de la finance mondiale et plus de la moitié des entreprises qui le composent appartient à des fonds étrangers.

Financiarisation et Travail vivant

Elle représente la fin de l'exploitation rentable du travail vivant dans des conditions sociales modernes, correspondants aux standards de vie, de travail et de salaire permis par l'évolution économique et sociale générale des sociétés. La financiarisation en marginalisant le travail vivant, tue la colonne vertébrale de toutes les sociétés, le rapport capital/travail. La fonction économique et sociale de chacune des classes sociales, en premier lieu, capitaliste et ouvrière, est torpillée. Le développement, qui compte sur le travail vivant et la financiarisation qui s'en passe, sont contradictoires.

Ou bien c'est le retour à l'exploitation la plus brutale du travail vivant, type début du capitalisme, (« Bienvenue au 19^e siècle » cf tract Sud 35) avant toute organisation du collectif ouvrier et salarial. C'est une orientation possible du système. L'ubérisation du travail, la loi Macron puis la loi Travail dans un premier temps...

La logique du P38 pour régler les différents salariaux, comme l'évoquait Saviano dans ses romans sur la mafia, ensuite (Gomorra). C'est tout le non-dit du programme de Donald Trump, financier lui-même, pour marier ré-industrialisation et financiarisation. C'est aussi le non-dit de tous les souverainistes au pouvoir ou dans l'opposition. Partout.

On ne fera pas l'économie d'une lutte contre la financiarisation !

En 2008, après l'implosion financière, aucun État n'a vraiment cherché à s'attaquer aux banques qui avaient envoyé dans le mur l'économie mondiale. Banques qui en rajoutaient dans le cynisme, avec leur « trop gros pour faire faillite » ! Le G20, unanime, a laissé la finance en place. Alors qu'il aurait fallu marteler : « Pas un centime aux banques ! » (cf tract Sud 35)

Aucun État n'a à redire sur la montagne de capital fictif qui représente plusieurs fois le PIB mondial et qui, lorsque cette bulle éclatera, détruira des pans mondiaux de l'économie réelle. Les États ont pris sur eux, c'est à dire sur le dos des peuples, et sans consultation, le passif de l'implosion de 2008. Les paradis fiscaux ont été montrés du doigt, mais aucune mesure globale pour les supprimer n'a été prise. Les Panama papers 8 ans après montrent où on en est.

Les accords de Bâle, on en est à la 4^e édition, n'arrivent pas à réduire les distorsions de situation entre les diverses places financières, américaine, britannique, européenne continentale, chinoise ou autres. Les comptables ne travaillent pas avec les mêmes outils.

Querelles de méthodes ! On comprend pourquoi il a fallu une révolution pour asseoir le système métrique en 1791 !

L'argument officiel le plus souvent invoqué par les Etats et les politiques pour laisser faire les financiers, se résume à ceci : soit la riposte est unitaire et concertée, soit rien ne se fait. Personne ne veut être le « perdant vertueux » !

La cible : le 1% des financiers auquel il faut rajouter toutes les bureaucraties internationales, type Banques centrales, FMI, OMC, Banque Mondiale...

Oraison funèbre du politique !

Du côté de la bourgeoisie :

La cible, le premier cercle des financiers mondiaux et les bureaucraties attenantes, est hors du national et hors du politique d'Etat ! Finalement ils ont poussé la logique libérale jusqu'à son terme. Le renard libre...! Pour eux-mêmes, pour ne plus avoir de comptes à rendre à personne et surtout pas aux peuples. En balayant l'idée de frontières, ils prononçaient de fait l'oraison funèbre du politique, qui lui restait enfermé dans le découpage par Etat.

Non seulement la classe politique bourgeoise a été incapable d'une vision globale où à la faveur de la mondialisation de la production et de l'émergence du Sud, une société civile monde aurait pu s'édifier, à travers un Etat unique mondial, mais pire elle persiste et signe sur son souverainisme et tente de se donner un rab de légitimité en invoquant le retour du national et celui du religieux. Plus patriote que moi tu meurs ! Plus Voltaire que moi, tu meurs !

Ils sont devenus les chiens de garde de la montagne de liquidités fictives qui est censée ajourner la grande dévalorisation du capital réel. Les gardiens du bégaiement de l'histoire !

Ils ne dégageront pas tout seul. Ils ont une capacité d'obstruction que l'oligarchie financière sait rétribuer comme il faut. D'où la corruption ! La classe politique brésilienne, loin d'être la seule, est l'arbre qui cache la forêt ! Un « lava jato » mondial s'impose !

Du côté du prolétariat :

La fin du politique est beaucoup plus ancienne. Même si son évidence n'apparaît que maintenant. Elle repose sur 40 ans de refus massif, mondial et obstiné de toute organisation politique, parti communiste ou autre. Les masses, ouvrières et autres ont boycotté ce type d'outils.

La révolution culturelle chinoise est la dernière révolution où quelques politiques sont encore au cœur de l'action, positivement pour le mouvement. Elle a échoué mais comme la Commune de Paris (1871) elle nous laisse une leçon. Il est vain de tableur sur une transition révolutionnaire fondée sur un Etat ouvrier et compter ensuite le voir dépérir progressivement ou graduellement. Ou bien l'assaut des masses contre l'Etat est global et systématique ou bien il n'est rien et permet à tous les revanchards et nostalgiques du capitalisme de reprendre le dessus. La révolution culturelle chinoise clôt le cycle des révolutions ouvrières et populaires fondées sur des moyens politiques et en même temps ouvre celui des révolutions sans médiation politique.

Les forces sociales ne veulent plus être à contre-emploi : devoir retrancher d'elles ou taire la force sociale au profit de la force politique, force qui le plus souvent revenait à une poignée d'experts regroupés dans un parti, puis au pouvoir dans un Etat.

Le surgissement et la création des soviets en Russie, venus des masses elles-mêmes en 1905 et qui resurgit en 1917 va se retrouver instrumentalisé par les politiques et devenir une simple courroie de transmission puis une coquille vide entre le peuple russe et le parti-Etat bolchevik. C'est un refus massif et prolongé de devoir passer par le filtre mutilant de la politique. De devoir passer par le dédoublement issu des Lumières entre homme public et homme privé. De

devoir laisser à la porte de l'isoloir tous ses problèmes d'individu réel pris dans des contradictions réelles de la vie en société pour enfiler le costume de citoyen. L'idéologie des Lumières a été utile aux forces sociales et aux peuples un temps, mais ce n'est pas une donnée éternelle.

Les forces sociales mondiales sont vaccinées à propos de la prétention du politique à résoudre les contradictions de la société civile. Prétention qui s'est traduite par du totalitarisme dans l'histoire du mouvement ouvrier, au cours du 20^e siècle.

Fin du politique : du côté de la bourgeoisie les politiques sont frappés d'alignement et la rupture avec eux, leurs partis, leurs rites, leurs convocations électorales ne peut être que définitive. La nouveauté c'est l'évolution du système capitaliste lui-même qui en atteignant sa borne finale les rend complètement inutiles, et les pousse vers la sortie.

Du côté des travailleurs, de la classe ouvrière, du prolétariat, l'expérience des révolutions passées les a rendus obsolètes.

Avec le peuple-monde, tous ensemble et en même temps !

Comment lutter contre les banques, le premier cercle des financiers mondiaux et la bureaucratie attenante ? Elles sont assises sur des montagnes de liquidités financières fictives, qui ne représentent aucune valeur réelle, découlant d'un travail vivant, effectué par des hommes et des femmes. La lutte contre cette finance nécessite l'unité d'action de toutes les forces sociales mondiales, de tous les peuples du monde d'où le raccourci : peuple-monde !

Pourquoi parlons nous d'unité d'action mondiale ? Parce que le système capitaliste est unifié à l'échelle de la planète.

La financiarisation et le pourrissement qui s'en suit ont déstabilisé les classes sociales et touchent l'ensemble des peuples.

Face au capital fictif hors du national et hors du politique d'Etat, il faut opposer le plus grand collectif possible et le plus grand pouvoir productif réel, les forces sociales mondiales. Viser l'encerclement du fictif par le réel. Pour la prise en main et le redémarrage de la production mondiale contre le capital fictif et ses sbires. Organiser cette prise en main et ce redémarrage sur de nouvelles bases, tous ensemble et en même temps voilà la révolution à faire.

Elle implique non seulement de rompre avec la financiarisation, mais de rompre avec la loi de la valeur qui organisait le profit du capital sous le capitalisme, avant sa crise et qui nous a conduit où nous sommes. Que signifie cette loi de la valeur et son histoire ?

Que toutes les sociétés humaines ont commencé leur développement à partir du jour où un excédent du produit du travail a été possible, par rapport aux frais d'entretien du travail. A partir du jour où cet excédent a permis la formation et l'accroissement d'un fonds de production et de réserve. Ce fonds, (constitué de la masse des matières premières, des instruments de production et des vivres...) à travers l'histoire, a toujours été la propriété d'une classe particulière et de ce fait privilégiée, puisqu'elle puisait dans cet excédent pour vivre elle-même et se chargeait de la gestion de ce fonds. Dès lors, avec cette propriété lui revenait la domination intellectuelle et politique des sociétés. Ce fonds est le produit non payé du travail d'autrui. C'est avec cette loi en crise et cette histoire qu'il faut rompre !

Le peuple-monde est nécessaire pour dépasser la loi de la valeur à double titres:

- pour que personne ne soit exploité, c'est à dire exclu du processus de décision de gestion et de l'utilisation de ce fonds devenu un bien commun, un fonds réellement social ;
- pour que personne, classes sociales ou fractions de peuples, n'ait la tentation de continuer à faire de ce fonds sa propriété privée et du coup ne s'exonère de sa part de travail social et tente de réenclencher la logique d'hier.

En somme le peuple-monde pour n'oublier personne sur les deux aspects évoqués et pour pouvoir bâtir un plan mondial de production réaliste et cohérent.

L'hypothèse que nous faisons part de l'idée que les forces sociales ne sont pas à la recherche d'une médiation politique spécifique pour dépasser la borne finale du système capitaliste. Mais que c'est au contraire en profitant de la table rase effectuée par la dislocation globale en cours à l'encontre de tous les médiateurs patentés et en finissant de débayer le terrain des médiations diverses, Etats, religion, famille, droit, morale, pour donner libre cours à l'affirmation pleine et entière de leur dimension sociale qu'elles vaincront.

La question sociale mondiale réglée par les forces sociales elles-mêmes, débarrassées de toutes les cohortes de médiateurs, politiques, curés, imams, rabbins, assistantes sociales, éducateurs...qui tentent vainement de se rendre indispensables.

Des axes de lutte pour des comités peuple-monde !

Il serait ridicule de vouloir imaginer dès maintenant tous les moyens qui permettront au peuple-monde de s'affirmer et de vaincre. Toute une démocratie vivante et de masse est à inventer. Ce que l'on propose dès maintenant c'est de populariser l'idée de peuple-monde à travers la création de comités peuple-monde.

En se souvenant que de nombreux peuples ont déjà une longue expérience de lutte en commun, à travers ce qui n'était au départ qu'un concept, à savoir le Tiers-monde, contre le colonialisme, l'impérialisme et les superpuissances. Bandoung en 1955 a été une étape, il y en a eu d'autres, dans la constitution de ce vaste mouvement des peuples et nations opprimées qui a entraîné à sa suite tout un mouvement de masse anti-impérialiste et révolutionnaire y compris dans les pays dominants de l'époque. L'idée de peuple-monde s'inscrit en droite ligne de ce mouvement déjà planétaire même si elle implique un niveau de cohésion ou d'intégration supplémentaire, mais la production mondialisée nous y aide.

Autres axes de lutte pour des comités peuple-monde :

- Exiger un plan de relance économique mondial, contre le blocage du développement, pour la reprise des investissements, les politiques nous parlent de reprise et bien chiche ! Poussons le système dans ses retranchements, qu'ils aillent piocher dans les banques, dans le capital fictif.
- Exiger un Etat bourgeois bon marché par ces temps d'austérité pour les peuples : en finir avec les dépenses d'armements, nucléaire compris. L'entretien de la bombe atomique est un luxe ! Exiger le dégraissage de la haute fonction publique, la baisse du nombre des élus dans les parlements, les sénats, la baisse de leur train de vie autrement qu'à la marge, le dégraissage des fonctionnaires dans les institutions internationales. Les inutiles au pain sec ! Les politiques prétendent se re-légitimer, chiche ! Des députés aux pieds nus ! On verra qui briguera un mandat au bout du compte !
- Vis à vis de situation type Syrie, nous avons déjà avancé le :
Zéro arme, zéro ingérence, zéro djihadiste. (voir feuille supplément de l'hiver)
Vis à vis de l'accueil des réfugiés, il faut les accueillir tout en sachant qu'il n'y a que des solutions bancales mais au minima que les zones riches (par exemple 16^e ou 8^e ou 7^e arrondissement de Paris) soient en priorité mobilisées. Inutile de rajouter de la misère à la misère. Exiger que des pays comme l'Arabie Saoudite, les Emirats deviennent des terres d'accueil. Ils peuvent faire des réfugiés, des pionniers pour le développement de leur propre région. Le Canada l'a compris !
- Exiger un désarmement mondial des Etats : initier un nouveau mouvement de la paix, paix civile, est nécessaire, sur tous les types d'armes, y compris bien sûr celles qui servent à réprimer les manifestations de rue.

- Contre la corruption : un « lava jato » mondial est nécessaire ! Le peuple brésilien nous ouvre le chemin !
- Initier un mouvement d'abstention massive et durable sur toutes les convocations électorales à venir. En France et partout ! C'est la seule position qui peut unir ! Les politiques ne servent à rien dans la lutte contre la financiarisation et le pourrissement. Ils sont tous à côté de la plaque avec leur souverainisme. Les financiers rigolent !
Marine Le Pen, Mélenchon, Trump même combat !
Aucun des candidats ne barre la route à Marine Le Pen, puisqu'ils s'évertuent tous à l'imiter ! Le peuple grec a voté 3 fois en 2015 contre l'austérité et malgré cela il en a repris une couche ! Gauche/ droite c'est pareil !